

LES ATTITUDES SOCIO POLITIQUES DES JEUNES FRANCAIS ISSUS DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE

Dr MEDJDOUB Abdelmoumene
Université Kasdi Merbah Ouargla.

RÉSUMÉ :

Aujourd'hui, quelles sont les attitudes socio-politiques des jeunes français issus de l'immigration maghrébine, surtout les jeunes de la 2^{ème} et de la 3^{ème} génération ? Quels sont leurs comportements électoraux ? Quel est leur rôle associatif et syndical dans la vie politique française, ainsi que leur poids dans l'économie française ? Malgré que les recherches portant sur les comportements électoraux des français issus de l'immigration maghrébine soient encore rares en sciences humaines et sociales, des travaux faisant état de l'entrée des français d'origine maghrébine dans le champ politique se sont principalement intéressés aux mouvements associatifs, aux médiateurs culturels et au militantisme « beur » dans les partis politiques.

MOTS CLÉS :

Immigration - Comportements électoraux - Attitudes

INTRODUCTION :

Le nombre de français d'origine maghrébine inscrits sur les listes électorales est à plus de 1.500 000 en 2001, et leur nombre réel est plus élevé. Ce nombre d'évalués potentiels représente plus de 4% du corps électoral français.

Depuis la création de l'association « France plus » en 1985, qui a mené en direction des jeunes un certain nombre d'actions, « favorisé l'intégration des jeunes citoyens français d'origine étrangère par l'exercice de leurs droits et responsabilités civiques et leur reconnaissance au sein de la nation ».

Aujourd'hui, quelles sont les attitudes socio-politiques des jeunes français issus de l'immigration maghrébine, surtout les jeunes de la 2^{ème} et de la 3^{ème} génération ? Quels sont leurs comportements électoraux ? Quel est leur rôle associatif et syndical dans la vie politique française, ainsi que leur poids dans l'économie française ? Malgré que les recherches portant sur les comportements électoraux des français issus de l'immigration maghrébine soient encore rares en sciences humaines et sociales, des travaux faisant état de l'entrée des français d'origine maghrébine dans le champ politique se sont principalement intéressés aux mouvements associatifs, aux médiateurs culturels et au militantisme « beur » dans les partis politiques.

La visibilité des populations d'origine maghrébine dans plusieurs municipalité en France résulte, en partie, de leur présence au centre ville, ce lieu attractif sur les plans commercial, administratif, politique, les institutions du pouvoir local et national. Ce qui explique l'existence de nombreux commerces (épiceries, bazars, sociétés import-export, boucheries halal, restaurants, pizzerias...).

Jusqu'au début des années 1980, les « jeunes immigrés » comme on les a longtemps appelés, faisaient parler d'eux plus qu'ils ne prenaient la parole eux-mêmes, à partir de thèmes revenant périodiquement sous les phares de l'actualité : échec scolaire, délinquance, bavures policières et racisme. Avec la marche pour l'égalité et contre le racisme à l'automne 1983, et l'apparition, depuis lors, de divers mouvements à la fois rassembleurs et protestataires, ils deviennent des acteurs à part entière et relativement revendicatif sur la scène politique ; ils donnent corps et réalité à un groupe social animé par une même quête d'identité.»

Cette partie de notre travail comporte les trois chapitres suivants : un 1^{er} chapitre sur l'action collective chez les jeunes français issus de l'immigration maghrébine, qui englobe trois points (les marches , les grèves de la faim et les organisations et animations des spectacles) , ensuite un 2^{ème} chapitre sur les signes d'une identité politique et spécifique de cette génération, divisé en deux points (les attitudes de cette génération à l'égard de la moral et l'autre à l'égard des normes sociales traditionnelles) et un dernier chapitre sur le rôle de la religion musulmane, qui est détaillé en deux point essentiels (le premier sur la religion musulmane vue comme un héritage culturel et le second sur la religion musulmane vue comme une dimension supplémentaire à la construction de l'identité politique).

L 'ACTION COLLECTIVE CHEZ LES JEUNES ISSUS DE L'IMMIGRATION MAGHREBINE Dès le début des années 80, les jeunes français issus de l'immigration maghrébine faisaient parler d'eux-mêmes : échec scolaire, délinquance, bavures policières et racisme. Mais avec des mouvements à la fois rassembleurs et protestataires et avec la marche pour l'égalité et contre le racisme de l'automne 1983, qui sera développée largement dans ce chapitre, section 1 de cette partie, ils deviennent des auteurs sur la scène politique et donnent corps et réalité à un groupe social animé par une même quête d'identité. Ils affirment qu'ils occupent largement l'espace médiatique par des formes d'actions collectives relativement efficaces (marches, grèves de la faim, organisation des spectacles....). Enfin, ils imposent à l'ensemble de la société française des réformes qui alimentent largement aujourd'hui le débat politique, par exemple la réforme du code de la nationalité. (Vue précédemment)

Selon **A. MUXEL** et de l'avis de plusieurs observateurs, les jeunes franco-maghrébins cherchent à dépasser la seule alternative de leur assimilation ou de leur exclusion, refoulant ainsi l'opposition culpabilisante pour eux entre choisir la culture d'origine, à l'égard de laquelle ils se sentent comme des étrangers, ou choisir la culture du pays d'accueil et par là, d'une certaine façon, « trahir » leurs parents.

Outre les difficultés de cet arbitrage et, en quelque sorte, se heurter à la diversité des origines et des expériences de chacun, celle qui engendre tout d'abord les multiples situations d'immigration. S'ils sont tous enfants d'immigrés, leurs histoire familiales et les trajets migratoire ne sont pas les mêmes selon que leurs parents ont immigré de longue date ou plus récemment, et selon les motifs, et les modalités de cette immigration, selon aussi que leur famille a opté pour la France pendant la guerre d'Algérie ou pas, enfin selon qu'ils effectuent ou non des séjours dans leur pays d'origine.

De plus, à l'intérieure même de leur culture originelle, l'islam, les sous cultures musulmanes s'imbriquent et n'entretiennent pas forcément le même rapport du politique.

A.MUXEL: explique les jeunes français issus de l'immigration maghrébine constituent bien une fraction spécifique de la population immigrée comme de la jeunesse en France, c'est que la construction d'une identité collective possible se fait à partir d'un double enjeu : la façon dont ils vont s'inscrire dans la lignée culturelle à laquelle les attachent leurs parents – et dans leur cas il s'agit d'une inscription d'une autre nature que celle que doit faire tout individu à l'égard de son passé familial – et les conditions de leur insertion sociale et socioprofessionnelle dans la société française.

Le contexte particulier de l'insertion à la fois culturelle et sociale des jeunes franco-maghrébins a-t-il une influence sur leur représentation, leurs attitudes et leurs comportements politiques ?

Deux hypothèses peuvent être formulées pour tenter de répondre à cette question :

1)« Les conditions d'insertion sociale des jeunes issus de l'immigration sont, bien qu'aggravées en de nombreux points, semblables à celles que connaissent les jeunes de souche française dans les milieux populaires, mêmes types de trajectoire scolaire, mêmes difficultés d'entrée sur le marché du travail, même lieux de résidence. Le processus d'assimilation est tel qu'ils ne se distingueraient plus socialement des jeunes français de souche appartenant aux milieux populaires. Et, excepté les signes d'une mobilisation plus importante contre le racisme, ils ne se distingueraient pas non plus politiquement ».

2) « Malgré une proximité d'expérience quant à leur insertion socio-économique et professionnelle, l'appartenance culturelle et l'origine immigrée des jeunes de la deuxième génération constituent des

caractéristiques identitaires spécifiques. Celles-ci générant des attitudes et des comportements politiques différents de ceux que l'on observe parmi les jeunes français de souche appartenant à un milieu social identique ».

DEFINITION DE L'ACTION COLLECTIVE

Weber et Durkheim :

Les fondateurs de la sociologie sont ceux qui, par des chemins très divers, ont rejeté cette séparation de l'idée de la pratique pour faire apparaître l'unité de l'action sociale et pour tourner l'attention vers le fonctionnement, puis vers la structure de certains systèmes sociaux.

D'un côté, suivant une méthode proche de celle des historiens, **Max WEBER** isole des ensembles de nature diverse, mais qui se définissent toujours par un sens organisateur de conduites pratiques. Une société n'apparaît plus ni comme le résultat d'une situation matérielle, ni comme un corps d'idées et de principes, mais comme un réseau de relations entre les éléments qui la composent. Cela permet de dégager peu à peu des concepts utiles à l'analyse et qui ne sont plus confondus avec des éléments de la réalité sociale, puisque celle-ci n'est constituée que pour leur emploi.

D'un autre côté **DURKHEIM** ne définit plus le lien social par la participation à des valeurs communes, mais par les exigences de la vie collective, si les acteurs en appellent, pour différencier le permis de l'interdit, à des principes philosophiques ou religieux. Le sociologue, sortant du domaine des intentions et de la conscience, s'attache seulement à retrouver le sens social du choit et des institutions à partir du fait social lui-même, c'est-à-dire de l'organisation de la vie collective.

Si ces deux démarches sont si différentes et parfois même opposées, elles ont pour caractère commun de rompre avec un « réalisme » ancien et d'affirmer à la fois le relativisme des conceptions ou des principes conscients d'organisation de la vie sociale et la nécessité d'une analyse formelle des relations entre les éléments d'un ensemble.

L'action est affectivement chargée ou neutre suivant l'analyse de **PARSONS**, elle est spécifique ou diffuse. L'objet de l'action est considéré dans ses caractères particuliers, c'est-à-dire dans son rapport à l'acteur ou en lui-même estimé selon des critères universalistes : il est saisi dans ses qualités, dans son action ou dans sa « performance ». Toute action doit choisir dans les termes de chacun de ses quatre couples d'opposition.

Mais cette analyse se limite au comportement et doit donc être complétée par celle du système social lui-même dans la direction ouverte par **Baler**

Tout système social est donc considéré comme la combinaison de quatre sous systèmes : la recherche des buts ou actions instrumentales, l'adaptation à l'environnement, l'expression et la gestion des tensions, qui est aussi le maintien des patterns du système, enfin l'intégration des éléments qui composent celui-ci. Mais l'analyse parsonienne porte d'avantage sur l'acte que sur l'action. Elle suppose

un point de départ et un point d'arrivée qui est un système de valeurs et des normes. L'acteur qui possède des orientations vise un objet, s'adapte à l'environnement et revient avec les résultats de son acte en lui même

1°) L'action collective chez Patrick Mann :

L'action collective est une action commune ayant pour but d'atteindre des fins partagées. Ce qui intéresse l'auteur est de voir comment se met en place la logique qui conduit des individus à s'unir en vue de promouvoir ou de défendre un nouvel ordre de vie, qui fait l'objet de l'ouvrage. La prise en compte de la dimension socio-politique qui étudie le processus de mobilisation est en vérité l'ingrédient de l'action collective et aussi l'organisation. L'existence d'une organisation est un élément favorable, mais toute action collective n'est pas induite par une organisation.

Qu'est-ce que la mobilisation ? Question que l'on ne peut pas réduire à la présence d'un leader sa trajectoire n'étant pas déterminée, elle n'est pas non plus anodique. Comment mettre en relation la logique de l'intérêt avec les croyances des acteurs ? Composantes rationnelles et non rationnelles peuvent-elles participer à un même schéma explicatif ?

décisions collectives. Celle-ci met l'accent sur la rationalité de l'individu qui, lorsqu'ils sont confrontés à une situation de choix, essaient d'atteindre leur but de la façon la plus efficace ou la moins coûteuse. Ses dimensions se sont limitées à l'analyse critique des théories dites de la contagion et de la convergence, de façon à mettre en relief l'ensemble des questions auxquelles ces deux grands courants théoriques n'ont pu répondre.

La théorie de la contagion, c'est l'idée liée aux attitudes, aux émotions, aux sentiments qui se communiquent d'un individu à un autre, en se propageant, se multipliant et se renforçant. **Gustave Le Bon (1985)** fait de la foule une entité originale, dont les caractéristiques sont indépendantes des parties qui la composent. L'individualité se trouve absorbée dans le tout. La loi psychologique de l'unité mentale : l'hétérogène se noie dans l'homogène et les qualités inconscientes dominant le groupe. Le Bon voit dans les mouvements collectifs une manipulation : les individus sont sous le pouvoir hypnotique des meneurs. Ces individus en foule céderont d'autant plus facilement à l'attraction du groupe que la force du mouvement leur conférera un sentiment de puissance et diluera la responsabilité de chacun dans l'anonymat du nombre. Devenus totalement captifs de la foule, les individus s'influenceront mutuellement en donnant libre cours à la barbarie de leurs instincts.

2°) Définition de l'action collective chez les jeunes d'origine maghrébines :

Dans un contexte de migration tourmentée, la deuxième et la troisième génération de l'immigration maghrébine ont été passées longtemps sous silence. La « seconde » génération a, peu à peu, révélé le « moment de vérité » de l'immigration, période intermédiaire et difficile, où il est apparu clairement que la société d'accueil aurait à vivre quasi définitivement avec elle, à l'école, dans les logements, dans le travail, dans la rue, dans la cité, dans les loisirs et, le cas échéant, dans la délinquance. L'imprécision de cette catégorie conduit à y inclure non seulement les jeunes étrangers, mais encore, si l'on se déplace du point de vue du regard social, les jeunes d'origine étrangère. De toute façon la « seconde » génération échappe aux trois critères qui définissent l'immigré : étranger venu pour un séjour provisoire, exclusivement pour des raisons de travail, dont l'existence n'est considérée comme légitime que si elle est soumise à cette condition.

Le thème de l'identité culturelle est devenu à la mode, il y a quelques années, mais il a recouvert beaucoup d'impasse : jeunes maghrébins « entre deux cultures », qui se sont réfugiés un temps dans une identité de rechange ou de complément propre à la seconde génération (« maghrébins ou musulmans de France »). Plus la profession à l'occidentalisation est grande, plus les signes d'une résistance à l'assimilation sont généralement discernables. Pendant quelques années, jusqu'en 1981 environ, il s'est agi d'une identité menacée, mais rarement autonome : malgré leurs formes de contestations, ces jeunes n'avaient souvent qu'une conscience confuse des rapports sociaux qui définissent leur place dans la société et les liens que les unissent par la mosaïque de rationalités.

La culture a longtemps été un repli faute d'accès au politique. Mais, en 1983, avec la « marche des beurs », en 1984, avec « Convergence 84 » et en 1985, avec « SOS racisme » et le collectif pour les droits civiques, ils ont fait irruption sur la scène politique, passant de la revendication du « droits à la différence » à celle du « droit d'être différent », puis au « droit à l'indifférence », puis à « l'égalité des droits », enfin aux droits civiques » et à la « nouvelle citoyenneté », fondée sur la définition d'un autre combat social. Mais beaucoup d'entre eux refusent encore la politique « des partis », négligeant, pour ceux qui ont la nationalité française, de se faire inscrire sur les listes électorales, même s'ils sont perçus, à terme, comme une force de pression politique potentielle sur la scène électorale. Peu à peu, à travers des formes de politisation qui ne se situent pas dans un champ linéaire et où se chevauchent, de façon concomitante, des modes d'expression, correspondant à différentes situations, se profilent les manifestations d'une identité collective, dont la construction d'association, le renouveau de la politique religieuse et l'apprentissage de la langue arabe chez les jeunes peuvent apparaître comme les prémices d'une existence communautaire.

LES MARCHES

La longue marche vers l'égalité, dès le début de l'année 1982, des dizaines d'associations sont créées par les jeunes des banlieues à travers toute la France. Les objectifs qu'elles se donnent sont d'ordre culturel, social et festif. Elles accentuent leur travail sur l'auto organisation des jeunes et leur participation à la vie locale. En effet afin d'éviter la reproduction des événements de l'été de 1981, les pouvoirs publics ont mis en place, pour l'été 1982, des actions de prévention et de loisirs dans onze départements, mobilisant sur la base du volontariat différents acteurs de terrains. Un grand nombre de jeunes des quartiers sont recrutés comme animateurs vacataires et sont, de ce fait, reconnus comme interlocuteurs et intermédiaires entre la population et les institutions. Cette opération, novatrice a bien des égards, fut plutôt une réussite, si on en juge par le calme et la paix sociale qui ont régné durant l'été 1982 dans les banlieues. Mais, dès la fin de cet été, une série de crimes à caractère sécuritaire ou raciste avait semé une fois de plus le désarroi et l'inquiétude. Cette série de crimes avait provoqué une très grande émotion tant chez les jeunes des banlieues que dans l'opinion publique. Plusieurs manifestations de protestation et de colère avaient été organisées, à Paris et à Lyon, en particulier, où l'amertume chez les jeunes était immense. Les associations de jeunes salariés commencent à construire des actions collectives dans des domaines aussi divers que culturel et social : le logement et tout ce qui est en rapport avec la police et la justice. Ainsi, l'association Gutenberg (du nom de la cité de transit Gutenberg, à Nanterre), dont l'un des jeunes assassinés Abdenbi Guemiah fut le trésorier, associait dans son action la dénonciation du climat d'insécurité et d'exclusion que vivent les habitants de la cité et la mise en avant des revendications pour le relogement de tous les habitants des cités de transit de la région parisienne. Dans d'autres banlieues de France, des groupes de jeunes se constituent en collectivité, à partir de l'assassinat de l'un des leurs. Ces événements vécus douloureusement sont transformés par quelques militants issus des banlieues en « *désir d'actions* » et en capacité de mobilisation, même ponctuelle, sur des problèmes aussi complexes que les procédures d'accès au logement ou le fonctionnement des institutions policières et judiciaires. Mais les jeunes d'origine maghrébine ne sont pas au bout de leurs peines car l'année 1983, surtout l'été, a été encore plus dramatique et plus meurtrière

- Le 17 juin, Toumi Djaidja, le jeune leader du petit groupe des grévistes de la faim des Minguettes, constitué depuis en association « sos.avenir - Minguettes » est blessé d'une balle dans le ventre par un policier « un peu nerveux », comme diront ses collègues.

- Toumi essayait seulement de s'interposer entre des policiers qui avaient lâché leurs chiens et un groupe de jeunes adolescents. La consternation des jeunes fut intense.
- Le 17 juin, Moussa Mazogh, dix neuf ans, est abattu par un vigile du supermarché à Livry-Gangan.
- Le 27 juin, Abdenbi Zioch, quinze ans est blessés à l'abdomen par une balle tirée par un voisin à Argenteuil.
- Le 28 juin, Kamel Lettad, dix-sept ans, est grièvement blessé au ventre, à coup de serpette, par un commando raciste.
- Le 09 juillet, à la cité des 4000, à la Courneuve , Toufik Ouanes, neuf ans, est abattu à coups de carabine par un habitant « déprimé » de la cité.
- Le 11 juillet, Abdelkrim Amouri, vingt-neuf ans meurt à l'hôpital de Cergy-pointoise à la suite d'une agression commise par des inconnus.
- Le 28 juillet, à la cité des Francs-Moinsins, à Saint-Denis, Salah Djennane, neuf ans, est atteint par deux balles tirées par un inconnu et , toujours à Saint-Denis, cité des Courtilles, le 31 juillet, deux autres enfants sont blessés par balle.
- Le 09 août, à Montreuil, deux jeunes, Djamel Itis, dix-neuf ans, et Djamel Kherkour, vingt-trois ans, est abattus par un ancien vigile. Deux interprétations peuvent êtres démontrées. Une psychologisante prend en compte le jeu de l'influence, le rôle des croyances, des attentes, des frustrations et des conditions des individus entretiennent une relation pour agir collectivement et défendre ou promouvoir des fins collectives.
- Le 15 août, Selim Grine, dix-huit ans, est tué à coups de fusil de chasse lors d'une ratonnade.
- Août-Septembre : une série d'attentats anti-maghrébin en Corse, plusieurs morts.

1°)- La marche des « beurs » décembre 1983 :

espérances des individus qui s'engagent dans des mouvements collectifs, et l'autre, rationnelle, interprète des mécanismes de Dans le premier chapitre, **P.Mann** montre comment et à quelles C'est Christian Delorme, qu'une certaine presse commençait à surnommer « le prêtre rouge des Minguettes », qui avança l'idée d'une marches pour l'égalité et contre le racisme, s'inspirant à la fois des pratiques européennes de la non-violence politique et des multiples marches et actions impulsées par le mouvement des droits civiques dirigé par Martin Luther King aux Etats-Unis, dans les années soixante.

L'idée de cette marche mit plusieurs mois à mûrir et ceux, très peu nombreux, qui étaient convaincus dès le départ de sa nécessité et de son efficacité potentielle, eurent beaucoup de mal à vaincre le scepticisme de nombreux militants. En effet, cette forme d'action était non seulement nouvelle pour les jeunes militants d'origine

maghrébine, mais elle était aussi quelque peu étrangère aux pratiques politiques des mouvements sociaux, en France, dont les formes les plus courantes, sont la grève et les manifestations limitées dans certaines espace de la ville.

En s'appropriant, comme espace, l'ensemble du territoire national et en définissant comme interlocuteur privilégié les « habitants de France » et l'opinion publique française, la marche pour l'égalité correspondait assez bien à la nature plus éthique que politique de la démarche de ses promoteurs. Les jeunes des Minguettes, dont Toumi Djaidja qui portaient le projet aux côtés de Christian Delorme, n'étaient pas à proprement parler des leaders du mouvement des jeunes issus de l'immigration. Les rodéos de 1981, ainsi que les conflits permanents et parfois violents entre jeunes et policiers, mettaient cette cité en permanence sous les projecteurs des médias et des observateurs. L'éclatement géographique des Minguettes, étalé sur un plateau en plusieurs quartiers délimités par des routes tracées du contour, peut expliquer, partiellement le manque de structuration et de coordination entre les jeunes. Les initiateurs de la « Marche » venaient en majorité des quartiers Monmousseau, considéré comme l'un des plus chauds de la cité. Plusieurs jeunes marcheurs avaient déjà eu affaire à la police ou à la justice, ils n'en étaient pas pour autant des délinquants professionnels caractérisés. Leurs itinéraires personnels et collectifs étaient ceux de beaucoup de jeunes issus de l'immigration. Ce sont les rapports, plus solidaires qu'ailleurs, qu'ils peuvent construire face à des forces de polices hâtivement identifiées à la domination et au racisme, qui servirent de terrain à l'émergence d'une capacité d'action collective. Grâce à l'intervention de quelques militants mieux structurés, cette capacité d'action ne se transforme pas en actes de violences organisés, comme ce fut le cas pour certains groupes de noirs aux Etats-Unis, quelques années auparavant. À l'instar de Malcom X ou d'Elridge Cleaver, Toumi ou Djamel avaient toutes les raisons d'en vouloir, au point de parler de le détruire, à un système social et politique qui les tenait totalement à l'écart de tout centre de production, de décision et de participation, un système dont les mécanismes politiques et juridiques leur apparaissaient comme autant d'outils de ségrégation et de domination culturelle et ethnique. En cette année 1983, la rage des jeunes des Minguettes et des autres banlieues trouvait un écho spécifique dans les luttes des OS (Ouvriers Spécialisés) maghrébines de l'industrie automobile qui en appelaient à la défense de la dignité et du droit à la vie de la communauté. En s'associant à l'idée de la « Marche » pour l'égalité et contre le racisme, les jeunes des Minguettes ont réalisé un acte historique fondamental dans la construction de l'action collective des jeunes des banlieues. Aujourd'hui encore, cet acte fondateur marque la nature des actions menées par un grand nombre de jeunes dans les cités. Au lieu de « craquer » ces jeunes ont préféré marché à travers la France pour voir,

regarder, comprendre, expliquer, parler de la vie dans les cités, dire ce que c'est d'avoir vingt ans en France lorsqu'on s'appelle Djamel ou Malika et qu'on habite les Minguettes ou La Courneuve. Avec cette « marche », la France entière découvrit ces jeunes dont on parlait et qu'on peut enfin identifier en mettant des noms sur les visages.

La « marche », c'est aussi la fin de l'anonymat des jeunes issus de l'immigration. La télévision joua un grand rôle en couvrant l'évènement de façon positive et les autres médias, les quotidiens régionaux en

L'absence de mécanisme de traduction des préoccupations sociales (mal de vivre dans les banlieues, logement, crimes sécuritaires, affrontements réputés avec la police, contestation de l'ordre judiciaire) en enjeux politiques écarte cette question du débat légitime. En outre, cet enjeu ne fait pas partie des demandes sociales constituées et défendues par des portes-paroles qui (ceux-ci) ne s'imposeront qu'avec la « marche. » C'est la première « marche des Beurs » qui s'achève à la Bastille, avec dix mille personnes. Puis, à l'Eglise, a été élaborée en septembre 1983, entre Lyon et Paris. C'est la première initiative autonome, très sourcilleuse vis-à-vis des risques de récupération des associations immigrées de soutien, comme le MRAP et le MTI, dont ce n'est pas la première lutte, des partis et syndicats français très sceptiques au début et qui ont rejoint le train en route (à Strasbourg). Les marcheurs ont fait une tournée des lycées, des syndicats et des autres professionnels du militantisme (grévistes de Talbot et Citroën) et se sont adjoints beaucoup de petits groupes auxquels la « Marche » a donné le coup de fouet : une « marche » pour les principes de la République (Liberté, Egalité, Fraternité), elle représente pour les collectifs jeunes une nouveauté et leur a offert l'opportunité de modifier leur discours vers un sens plus politique et plus concret, une visibilité très importante des maghrébins alors que les italiens, espagnols, portugais, africains noirs et asiatique était peu présente. Les jeunes maghrébins affirment leur modernité avec une « marche » pour l'intégration conflictuelle car beaucoup de jeunes de banlieues ont des conflits avec la police et la justice. L'absence des jeunes italiens, espagnols et portugais, s'explique aussi par le fait qu'il n'y a pas chez eux de mouvements correspondants à ceux des maghrébins et que l'adhésion à l'union européenne est désormais une perspective à court ou à moyen terme. Peu de juifs ou de mouvements juifs étaient présents dans la « marche » mais, de nombreux jeunes maghrébins arboraient des écharpes palestiniennes. C'était un instrument de lutte contre le racisme, car le Front national venait de faire une percée aux élections municipales. De cette orientation égalitaire, vont naître des mouvements pour l'application de la justice aux « Beurs » comme aux français (« pour une justice juste » à Marseille) : des rassemblements de femmes contre les attentats racistes

dans les banlieues, puis le mouvement des radio libres comme un moyen de communication, après la création des coopératives dans les domaines du fast-food, de la fripe et de café. Après Radio Soleil, créé à Barbès dès juin 1981, dix-huit radios immigrées vont naître à Paris en quelques mois, dans un registre laïc et interculturel 2°)- **La marche (Convergence de 1984)** : L'immigration pose des problèmes que la France n'a pas su résoudre depuis trente ans et qui sont des problèmes français (urbanisme, école, chômage, petite délinquance). Aussi convient-il de soutenir les projets qui concernent la France de demain : la campagne « vivre ensemble », menée en 1984, le mouvement « SOS Racisme » la « marche pour l'égalité » de décembre 1983, et son prolongement dans « *Convergence 1984* », le colloque sur l' « identité française » organisé par le club Espace 89 au printemps 1985 Le mouvement « *Convergence 84* », avec ses « rouleurs de l'égalité » qui fait suite à la « *marche de décembre 1983* » et qui réunit une fois de plus, à Paris, en décembre 1985, les jeunes issus de

l'importance de la nécessité d'un droit de vote pour les immigrés transparaît. Si les marcheurs de 1983 ménageaient les partis politiques, les jeunes de « *Convergence 84* » n'ont pas ces scrupules car ils « n'attendent plus rien du mouvement », s'adressant à la société française afin de créer un rapport de force favorable. De la « *marche des Beurs de 1983* », « pour l'égalité et contre le racisme » avec son slogan « habitants de cultures et d'origines différentes, pour une France solidaire », on est passé à « *Convergence 84 pour l'égalité* » avec un mot d'ordre « vivre ensemble égaux, avec nos *ressemblances, quelles que soient nos différences* », revendiquant l'affirmation du caractère multinational de la société en France, l'exigence de l'égalité pour tous, une nouvelle citoyenneté et une stratégie d'ouverture.

Cette deuxième marche « *Convergence 84* » pour l'égalité, issue du collectif des jeunes issus de l'immigration, rendu publique le 08 octobre 1984, qui a démarré le 03 novembre de cinq villes de France, fera étape par la province et la banlieue, et arrivera à Paris le 1^{er} décembre pour une grande manifestation contre le racisme et les discriminations, pour l'égalité et les droits civiques. Un appel est lancé aux intellectuels et artistes, par Farida Belghoul, son mot d'ordre étant donc « vivre ensemble, égaux, avec nos ressemblances, quelle que soient nos différences ». Les objectifs de « *Convergence 84* » ne sont pas trop élevés ou trop radicaux : mobilisation de groupes à l'écart du débat publique, lien avec la première génération d'immigrés, désignation du rôle négatif du discours et des pratiques de l'antiracisme traditionnel (révélant une crise idéologique de la gauche au pouvoir), ambiguïté du slogan « pour une France plurielle » alors que celui de la « Marche

des Beurs de 1983 » était plus consensuel (« Habitants de cultures d'origine différentes, pour une France solidaire »).

D'autres initiatives, comme les assises nationales, des associations de jeunes issus de l'immigration, tenues en juin 1984, dans la banlieue Lyonnaise, vont avoir lieu où se distinguent plusieurs courants au sein du mouvement beurs :

- un courant associatif maghrébin autonome dont l'objectif est de se substituer aux organisations de soutien aux immigrés (CLAP, FASTI, CIMADE), comme interlocuteur avec les pouvoirs publics, représentés par les assises de 1984,
- un courant cherchant à prendre en charge des réalités locales, sans partenariat avec les organismes français (chômage, animation, défense de droits des jeunes),
- un courant marqué par l'opposition des jeunes aux politiques publiques sans référent ethnique, dans un but de mobilisation « prolétarienne » (« *Rock Against-Police* » l'm média).
- un courant marqué par le communautarisme culturel et ethnique américains, mais tourné vers les maghrébins (sans frontières ANGI d'Aubervilliers : association nouvelle génération immigrée.),
- un courant tourné vers la mixité et le dialogue des jeunes français et immigrés (FASTI, anciens de la marche de 1983),
- un courant tourné vers l'identité algérienne, lié à l'Amicale des Algériens en France, encore très active à l'époque,
- un courant influencé par le mouvement ouvrier (jeunesse ouvrière catholique),
- un courant culturel tourné vers la mode, le spectacle pour affirmer la place des jeunes dans la société française,
- un courant berbère identitaire (ACB : association de culture berbère),
- une mouvance d'extrême gauche liée à la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), plus intellectuelle dans sa composante d'étudiants et de travailleurs sociaux et assez influente dans ces milieux,
- d'autres courants, comme les fondamentalistes islamiques ou les associations de français musulmans (harkis et enfants de harkis). Au total, un ensemble assez hétéroclite riche en passerelles fait le constat de sa « stérilité » politique (selon les termes du père Delorme auteur de cette typologie), particuliers, utilisèrent le passage et les étapes de la « marche », renouvelés pour expliquer la réalité sociale et économique des cités de banlieues. De ce point de vue, l'apport de la « marche pour l'égalité fut extrêmement positif. La « marche » pour l'égalité et contre le racisme, appelée aussi la « marche des Beurs ».

LA GREVE DE LA FAIM

En avril 1981, le prêtre Christian Delorme entame une grève de la faim illimitée à laquelle se joignent le pasteur Jean Costil et Hamid Boukrouma (32 ans, immigré en instance d'expulsion) afin de protester contre les expulsions des jeunes nés ou ayant grandi en France. Cette action a suscité un vaste mouvement d'opinion qui s'est traduit par des jeûnes de solidarité et l'organisation de comités de soutien dans les banlieues. Elle a reçu également l'appui d'intellectuels signataires de l'appel des 51 qui déclarèrent « prêts à défendre par tous les moyens légaux ou illégaux toute personne menacée d'être expulsée de ce pays alors qu'elle tient à y vivre pour y avoir grandi, travaillé ou s'y être réfugiée ». L'action du père Delorme constitue une tentative pour faire advenir la parole immigrée : « je veux donner un écho aux cris souvent étouffés des jeunes maghrébins. La grève de la faim à laquelle je me suis livrée n'a de sens que si elle s'accompagne de prises de parole et d'initiatives venant des maghrébins eux-mêmes»

Le père Delorme arrive à transformer cette colère en action collective et c'est avec lui qu'une dizaine de jeunes d'origine maghrébine déclenchèrent une grève de la faim dans la tour numéro 10 du quartier Montmousseau aux Minguettes. Cette action, dans la tradition des luttes non violentes, se voulait à la fois affirmative et revendicative. D'une part, elle exprime le désir de beaucoup de jeunes de ne pas voir se renouveler leurs dépendances avec les violences policières et, de l'autre, elle sert d'appui à trois revendications précises : l'arrêt des poursuites contre les jeunes qui ont participé aux échauffourées du 21 mars, le déplacement de certains policiers avec qui il y avait eu contentieux et enfin, l'embauche de jeunes dans le cadre des projets de réhabilitation de la cité.

Cette grève de la faim et son aboutissement heureux a eu une influence déterminante sur le devenir et les modes de structuration des actions collectives des jeunes des banlieues.

Cette action représentait une « reprise de l'initiative populaire et unitaire » pour les maghrébins.

Cette grève de la faim déclenchée le 28 mars 1983 fut arrêtée le 8 avril suivant, après que les jeunes des Minguettes aient obtenu partiellement satisfaction. En effet, si une fin de non-recevoir fut opposée aux deux premières revendications, la visite d'un membre du cabinet du premier ministre, ainsi que la nomination d'une commission d'enquête chargée de rendre compte à celui-ci, ont permis que cette action, bien isolée, il faut le dire, ne s'enlise pas dans une longue agonie avec l'échec au bout. Même si le quotidien *Libération* titrait alors : « Le gouvernement reconnaît les Minguettes », cette action s'est déroulée dans une étrange atmosphère de solitude, voir de résignation. Non seulement les forces politiques, syndicales ou

associatives s'y sont peu investies, mais les groupes autonomes et organisés des jeunes eux-mêmes ne s'y sont pas reconnus. Face à la montée du racisme, de l'intolérance et des pratiques autoritaires des forces de l'ordre, la grève de la faim leur apparaissait en deçà de l'enjeu et de la riposte nécessaire

ORGANISATION ET ANIMATION DES SPECTACALES

Au regard de la loi, les immigrés sont des étrangers. Cela dit, comme l'ont noté les observateurs attentifs du phénomène migratoire, tous les immigrés ne sont pas des étrangers du fait de leur nationalité, de même que tous les étrangers ne sont pas immigrés du fait de leur condition sociale. Les immigrés ne constituent pas un groupe aux frontières délimitées ; la catégorie « immigrée » est traversée par de multiples clivages nationaux et générationnels. Ainsi, il est possible de distinguer différents « âges » du militantisme immigré, caractérisés par différentes formes d'engagements de catégories spécifiques d'immigrés.

Cependant, le droit d'association et la législation des radios privés ont désamorcé en partie, entre 1981 et 1983 (malgré l'été chaud de 1981), la révolte des quartiers qui couvait dans les banlieues des grandes villes de France (Paris, Lyon, Marseille). Il ne faut pas oublier à ce moment là l'existence de courant marginaux violents liés au mouvement palestinien et situant largement leurs objectifs. La guérilla urbaine d'inspiration anarcho-maoïste, hostile aux institutions, orchestrée par « Rock Against l'immigration de nombreuses villes de France, va puissamment contribuer à promouvoir la revendication d'égalité et des droits civiques surtout. Même si les mots d'ordre d'égalité et d'ouverture n'ont pas le même sens pour les jeunes français, maghrébins, espagnols ou portugais, absente, car beaucoup d'associations sont nées dans l'ombre de centres sociaux de prévention ou d'action de solidarité, autour de projet théâtre, rock, animation de rues et sortie culturelles.

En 1984, Christian Delorme compte cent associations de ce type, avec des tendances plus sociales, plus culturelles, plus militantes ou plus intellectuelles (ainsi, l'exemple de l'AGNI, association nouvelle génération immigrée d'Aubervilliers créée en 1981, par des artistes kabyles).

À noter, aussi, en mai 1983, la naissance de l'agence de presse « l'm média » par le fondateur de Rock Against Police, Mogris Abdallah qui cherchera ensuite à entretenir la mémoire du mouvement « beur » et, dès 1981, de deux radios privés : Radio-Beur à Paris et Radio-Gazette à Marseille.

LES SIGNES D'UNE IDENTITE POLITIQUE SPECIFIQUE

Depuis mai 1981, la nouvelle politique migratoire s'est orientée vers deux directions : le renforcement du contrôle aux frontières et l'amélioration de la condition des étrangers déjà installés en France dans le sens d'une plus grande égalité des droits avec les nationaux. Les plus spectaculaires des mesures prises sont la loi du 10

octobre 1981, donnant aux étrangers la liberté d'association et la loi du 17 octobre 1981, pénalisant les employeurs irréguliers donnant au travailleur clandestin les mêmes droits qu'un travailleur employé légalement.

Une autre préoccupation centrale de cette politique a concerné l'insertion des jeunes d'origine étrangère, plus couramment nommée « deuxième génération », enfants de nulle part, souvent concentrés dans des cités ghettos au périphérique des villes.

L'échec scolaire, le chômage, l'exclusion, le refus reproduit à l'identique la fonction de travailleurs immigrés acceptée par leurs parents les conduisant parfois à la délinquance, face à une perspective de retour devenu impossible. Certains d'entre eux ont été victimes d'expulsion sans recours réel, mesures particulièrement mal ressenties chez ceux qui étaient nés en France. Un sentiment de refus autodestructeur se développa chez certains d'entre eux qui, dans leur quête d'une identité nouvelle, rejettent l'intégration classique dans une société de consommation qui les fascine, notamment, par les symboles qui leur sont refusés, comme les BMW.

Le sentiment d'être rejetés des deux côtés entraîne de leur part un refus de loyalisme qui se traduit, à l'occasion du service militaire qui, au lieu d'être un choix d'identité, finit en dérobades et en échappatoire. En 1983, avec la « marche des beurs » et en 1984, avec « Convergence 84 » (voir chapitre précédent), ils ont fait irruption sur la scène politique, passant de la revendication du « droit à la différence » à celle du droit à l'indifférence, puis à une « marche pour l'égalité » largement relayée par les médias (radios libres et journal *sans frontières* entre autre). Mais beaucoup d'entre eux refusent encore la politique politicienne, négligeant, pour ceux qui ont la nationalité française, de se faire inscrire sur les listes électorales, même s'ils sont perçus, à terme, comme une force de pression potentielle venant contre l'utilisation comme enjeu politique qui est faite de leur absence sur la scène électorale (revendications d'appartenance à plusieurs espaces nationaux).

En effet, le pouvoir considérable, que les immigrés maghrébins ont progressivement conquis dans le jeu politique français, bouleversant ainsi l'espace juridique clos, limité et surveillé, qui leur était alloué par un ensemble de pratiques institutionnelles, ne provient pas seulement d'une entrée légitime dans le débat comme enjeu politique, mais aussi du fait qu'ils se sont peu à peu imposés comme acteurs sociaux : d'abord dans des lieux et avec des formes d'expression propres (conflits « sauvage » concernant la vie quotidienne portant sur le logement ou la clandestinité, grève des éboueurs, des travailleurs du métro), luttes caractérisées par une « politisation du non politique », puis, peu à peu en investissant progressivement des lieux privilégiés de revendications des français comme l'usine et le champ syndical. Deux lois, votées en 1972 et en 1975, avaient accordés

aux étrangers l'égalité de représentation syndicale et l'accès au comité d'entreprise (électorat et éligibilité). Mais, ce n'est que depuis 1981 que les conflits des immigrés (soit comme acteurs, soit comme participants) dans l'entreprise ont pris une telle ampleur (grève de Talbot Poissy, de Citroën et de Renault-Flins) : revêla la veille de la connaissance des deux grands catalyseurs du mouvement beurs qui seront SOS Racisme et France-Plus, tous deux nés à la fin 1984 et à l'aube de 1985

La volonté d'intégration à la société française des jeunes issus de l'immigration maghrébine et les contradictions qu'elles peut rencontrer lorsqu'ils sont confrontés aux conditions concrètes de cette intégration génèrent un rapport spécifique à la politique. Ace propos **A. MUXEL** a déclaré :

« A partir des données d'une enquête sur l'entrée en politique des 18-25 ans, on commencera à vérifier s'il existe une identité politique propre aux jeunes issus de l'immigration maghrébine. À l'intérieure de l'échantillon de cette enquête, nous avons construit un sous-ensemble à partir de trois critères : l'appartenance socioprofessionnelle du père, ouvrier et employé ; la nationalité du père, française ou étrangère, enfin l'appartenance religieuse, catholique ou musulmane. Dans la population ainsi définie, nous avons identifié trois sous-groupes : les jeunes de souche française (n = 1175), les jeunes d'origine immigrée d'appartenance catholique, souvent négligés il faut le remarquer dès lors que l'on parle de la deuxième génération d'immigrée (n = 207) et enfin, le groupe qui nous concerne plus particulièrement ici, les jeunes d'origine immigrée d'appartenance musulmane (n = 111).

S'il ne s'agit donc pas d'un échantillon représentatif de la population des jeunes issus de l'immigration, en revanche, les meilleures conditions de comparabilité entre ces trois sous-ensembles ont été réunies. L'analyse porte sur des jeunes ayant la même origine sociale, le même niveau scolaire et le même âge »

Les jeunes franco maghrébins se déclarent plus intéressés par la politique et se sont potentiellement plus actifs et radicalisés à gauche : 44% d'entre eux disent s'intéresser à la politique contre seulement 33% des français de souches et 28% des jeunes d'origine immigrée catholique. 60% des jeunes d'origines immigrées musulmans déclarent lire régulièrement ou de temps en temps, contre 40% seulement des français de souche et 35% des jeunes d'origine immigrée catholique. Il se manifeste aussi par une plus grande volonté de participation ou d'engagement dans les associations les touchant, il est vrai, directement : 68% sont prêts à faire partie d'une association ayant pour thèmes d'action la défense des droits de l'homme et la lutte contre le racisme, contre 63% des jeunes d'origine immigrée catholique et 55% des jeunes français de souche. Ils s'affirment presque cinq fois

plus souvent membres d'une association de ce type (respectivement 14%, 8% et 3%).

Les jeunes franco maghrébins s'intéressent donc à la politique et, ce qui est plus étonnant peut-être, ils semblent avoir intégré les règles et les enjeux pourtant spécifique du système français. Le fait même qu'ils n'ont la plupart du temps pas accès au droit de vote, leur origine immigrée aurait laissé penser à plus de distance, voire à un relatif décrochement envers des catégories qui renvoient à l'histoire politique propre à la France : la gauche, la droite, les partis, les élections.

Le taux des sans réponses aux questions concernant leur classement sur une échelle gauche-droite en sept positions et leur proximité partisane n'est guère plus élevé que celui que l'on constate parmi les jeunes français de souche (28%, contre 22% pour l'échelle gauche -droite ; 31% contre 25% concernant la proximité partisane).

Les jeunes d'origine immigrée musulmane se portent massivement à gauche (83% d'entre eux se situent sur les 3 positions allant de l'extrême gauche au centre-gauche, sur une échelle gauche -droite en 7 positions). Les jeunes franco maghrébins (83% contre 42% soit 41 points) mis en jeu la spécificité des choix politiques de ces derniers. Les jeunes d'origine immigrée catholique se montrent plus à gauche que les jeunes français de souche (58%) mais reste loin derrière eux. La droite est absente de l'univers politique des jeunes franco maghrébins. La position du centre droite à l'extrême droite ne recueillent que 2% des réponses exprimées par les jeunes franco maghrébins (contre 12% de celles des jeunes d'origine immigrées catholique et 22% des jeunes français de souche).

Le fait d'être inscrit sur les listes électorales s'accompagne d'une radicalisation à gauche encore plus nette des jeunes d'origine immigrée musulmane : 24 points d'écart entre les inscrits et les non-inscrits se classent à gauche parmi ces derniers, 13 points parmi les jeunes d'origine immigrée catholique et seulement 6 points parmi les français de souche.

Police » (disparu au printemps 1981) puis canalisées par « Zaama d'Banlieues » va peu à peu se dissoudre dans des associations qui prônent la participation à la vie locale. Ainsi, comme le dit le père Delorme, le mouvement « beur » a pu s'orienter dans une direction légaliste. La fête n'est plus

LES ATTITUDES DES JEUNES A L'EGARD DE LA MORAL

Selon **A MUXEL**, les traits les plus caractéristiques de ce que l'on peut nommer une « morale domestique moderne » font l'objet d'une large acceptation de la part des

jeunes immigrées musulmans. L'union libre, une distribution plus égalitaire des rôles professionnels et familiaux entre les sexes, dans le registre touchant au corps et à la sexualité et l'origine musulmane créent des attitudes nettement plus conservatrices que parmi les catholiques. Ainsi, l'avortement ou l'homosexualité sont plus largement condamnés, respectivement par 41%, et par 45% des jeunes d'origine immigrée musulmane, tandis que chez les catholiques la proportion tombe parmi les jeunes d'origines immigrée à 31% et 32%, et parmi les français de souche à 29% et 3%. Il en est de même de l'acceptation de la nudité entre parents en enfants : 74% des jeunes d'origine musulmane trouvent choquant que des parents se montrent nus devant leurs enfants, 55% des jeunes d'origine immigrée catholique et 37% des jeunes français de souche.

Dans le même registre, l'attitude à l'égard de la peine de mort donne à voir un rapport au monde, aux autres et à la loi et prend encore un sens différent pour les jeunes franco maghrébins. Seuls 20% d'entre eux se prononcent en faveur de son éventuel rétablissement. Les jeunes d'origine immigrée catholique sont 45% dans ce cas. Les jeunes français de souches apparaissent comme les plus répressifs, puisque 62% d'entre eux souhaitent son rétablissement, une proportion qui rejoint celle que l'on observe au sein de la population française adulte. sondage décembre 1987, figaro-sofres.

LES ATTITUDES À L'EGARD DES NORMES SOCIALES TRADITIONNELLES

Ces attitudes qui touchent du respect des normes et des interdits sociaux. Une franche coupure apparaît la encore entre musulmans et catholiques. Un exemple que donne **A Muxel** : la façon dont les uns et les autres jugent l'acte d'emprunter une bicyclette ou une mobylette ne leur appartenant pas avant de la rendre au bout de quelques jours, seuls 19% des jeunes d'origine immigrée musulmane trouvent cela choquant, contre 41%, des jeunes d'origine catholique et 49% des jeunes français de souche. C'est-à-dire 8/10 des jeunes immigrés musulmans sont familiarisés avec une telle pratique, en tout cas comment ? affranchir des normes dominantes de contrôle social en ce domaine. Cela traduit-il un rapport différent à la propriété, enraciné culturellement ou bien mesure-t-on là un effet du plus grand côtoiement de ces pratiques, lié aux conditions de leur insertion sociale et matérielle dans la société française ?

Ces résultats donnent une mesure des rapports respectifs de ces trois groupes à la norme sociale et de leur degré de permissivité. En même temps, ils permettent d'apprécier la relativité de cette norme sociale en fonction des niveaux d'intégration des groupes dans la société française.

Les attitudes des jeunes issus de l'immigration maghrébine définissent un autre rapport à la loi et d'une façon plus large, un autre registre d'acceptation de la norme, à la fois résultat et spécificité de leur origine immigrée.

Sur la question, l'emprise de la religion est inexistante chez les musulmans. En effet, on ne note aucun écart significatif entre ceux qui se disent sans religion et les autres, en revanche, les jeunes français de souche, sans religion qui sont plus de 37% à se montrer choqués contre 52% de ceux qui se déclarent catholiques.

LE ROLE DE LA RELIGION MUSULMANE

La France est maintenant le premier pays musulman d'Europe. Or, cet islam français n'est toujours pas reconnu, ni connu. La grande majorité des musulmans vivent comme tout un chacun, pour les autres inutile de masquer les différences : les effets du racisme, de l'exclusion et de l'inquiétude identitaire sont ravageurs, les uns tombant dans la délinquance, d'autres adhérant aux formes les plus radicales de la religion. Une consultation est en cours sur une nouvelle organisation de culte avec l'espoir de voir naître en France un islam moderne adapté aux valeurs démocratiques.

indications « pour la dignité », luttent contre la situation d'OS (ouvriers spécialisés) à vie, montrant à l'opinion publique que la classe ouvrière en France était désormais largement métissée

nd leurs jeunes disponibles à d'autres formes d'adhésion. Ils peuvent adhérer soit à un islam néo-communautaire, soit à un islam radical, en rupture avec le premier.

Il aura fallu l'électrochoc du 11 septembre pour que la France, étonnée, découvre brusquement quelle est devenue, en moins de quarante ans, la plus grande puissance musulmane d'Europe : 5 millions de

musulmans y vivent aujourd'hui. C'est plus qu'en Allemagne (3 millions), en Angleterre (2 millions), en Espagne (600 000), aux Pays-Bas (400 000) ou en Belgique (200 000). Conséquence logique : l'islam est la deuxième religion de France derrière le catholicisme (43 millions), bien avant le protestantisme (800 000), le judaïsme (700 000) et le bouddhisme (400 000).

Le nombre de musulmans résidents en France est passé de 5000 en 1913 à 5 millions, dont 3 millions environ ont la nationalité française. On se dit qu'un apport de population aussi massif et aussi rapide a dû forcément bouleverser le paysage national. Aujourd'hui, 3 millions de citoyens français d'origine immigrée, enfants libres et égaux de la République, naissent, vivent, travaillent, élèvent leurs enfants, paient leurs impôts, votent et meurent en France.

Les musulmans ont constitué des minorités importantes, que ce soit en Allemagne, en Grande Bretagne, aux Pays-Bas, en Suède ou en Suisse. Mais c'est surtout en France, où l'islam représente la deuxième religion sur le plan numérique et où se

sont produits des attentats terroristes en son nom, que l'islam soulève autant de passion. Le renouveau islamique, un peu partout dans le monde, en particulièrement en France est le lieu de malentendus. D'un côté, des formes virulentes d'identité politico-religieuse se manifestent dans les sociétés musulmanes où des Etats antidémocratiques et impopulaires ont confisqués le pouvoir au nom de la modernité et créé des conditions favorables à l'idéologie islamiste radicale. De l'autre côté, la crise au sein même des sociétés occidentales et la disparition du communisme comme ennemi principal ont favorisé la désignation de l'islam en tant qu'adversaire de substitution.

Certaines civilisations voient en l'islam un danger pour le monde occidental, prend de l'ampleur du niveau international ; cependant chaque société a tendance à le réinterpréter selon ses propres repères culturels. Si aux Etats-Unis, c'est l'Iran l'islamiste, en France, c'est l'islamisme algérien, ainsi que la formation des associations islamiques en France et les attentats à la bombe de 1995, et 1996, qui ont convaincu l'opinion publique de la nature foncièrement menaçante de l'islam : on confond ainsi l'islam et l'islamisme radical. Le problème est de savoir qui est « islamiste » ou qui est « islamiste radical ». La réponse la plus généralement admise consiste à stigmatiser comme islamiste radical toute forme d'expression de soi qui s'écarte de la norme républicaine, elle-même interprétée de manière restrictive. Certaines conduites qu'on a tendance à qualifier rapidement d'islamiste, voire d'islamiste radicale, sont en fait des réactions à une réalité sociale, économique et culturelle qui s'écarte de plus en plus des normes édictées par l'idéal républicain. Le problème de cette religion est d'abord d'ordre politique. Les musulmans de France sont-ils avant tout des français ou des musulmans ? Acceptent-ils de jouer le jeu démocratique, se soumettent-ils aux lois de la République, sont-ils prêts à faire allégeance à la nation française ? C'est ce que nient les détracteurs de l'islam en France. La question est d'autant plus brûlante qu'on assiste aujourd'hui à un renouveau de l'islam, surtout chez les jeunes. Une partie d'entre eux se trouve exposée à l'islamisme sous toutes ses formes et en particulier à un nouvel activisme religieux encore inconnu de la société française jusqu'aux années 90. Les fantasmes s'enflamment aujourd'hui parce qu'on voit des jeunes musulmans qui ont abandonné la discrétion de leurs parents et arborent l'islam comme une identité, remettant en cause la culture dominante qui, au non de la tradition laïque, renvoie la religion au domaine privé.

L'islam des jeunes pose problème parce qu'ils s'affirment publiquement comme musulmans et demande à être reconnus comme tels jusque dans le lieu le plus vénéré de la laïcité, à savoir l'école publique. C'est pourquoi les affaires du foulards ont depuis 1989, focalisé l'attention et attiré les passions : une nouvelle religion, l'islam, prétend remettre en

question les laborieux compromis négociés depuis bientôt deux cent ans dans la France Républicaine Les jeunes maghrébins, lorsqu'ils sont inscrits, se classent donc sans équivoque à gauche. L'inscription profite d'abord à l'extrême gauche et au PS, la proximité au PCF restant la même entre les inscrits et les non-inscrits. En revanche, la non-inscription renforce les choix envers les groupes écologistes

LE NOUVEAU VISAGE DE L'ISLAM

Il n'existe pas un seul islam en France, mais plusieurs. Chaque forme obéissait à sa propre dynamique et se laissant influencer par les autres que de manière limitée. L'islam néo-communautaire des jeunes, où de nouvelles aspirations se font jour est en décalage par rapport à l'islam des années 70 et 80 de leurs parents ou de leurs aînés. À travers cette nouvelle religiosité, les jeunes de la deuxième et de la troisième génération s'affirment comme une minorité musulmane définitivement installée en France, la reconstitution du religieux s'effectuant selon des lignes nouvelles en liaison avec des problèmes sociaux propre à la société française (intégration, assimilation, exclusion, la place du religieux dans la société). On y voit le développement d'un tissu associatif, de nouvelles formes de syncrétisme religieux où l'ancien maraboutisme se modernise et, surtout, l'absence de conflit frontal avec la société française. On découvre aussi un islam individuel, faisant sein de découpage privé /public. Ces formes de religiosité islamique ont peu de traits en commun. Elles n'ont pas le même degré de développement social et n'évoluent pas à des rythmes différents.

1°)- L'islam des nouvelles générations :

Depuis les années 90, la violence a changé de visages dans les banlieues : une nouvelle idéologie religieuse est née faisant fond sur l'islamisme radical, chez un nombre infime de jeunes. À partir de cet islamisme radical se construit un nouveau malentendu dans lequel les médias et les pouvoirs publics jouent un rôle non négligeable. Chez les jeunes d'origine maghrébine l'islam s'est constitué sur fond de malaise social, économique et culturel, mais ne se réduit pas à son expression passive ou défensive.

L'islamisme radical souligne l'absence d'*Umma* maghrébine en France, que ce soit marocain, algérienne ou tunisienne. Tous les jeunes qui se réclament de la nouvelle religiosité islamique ne sont ni des exclus ni des victimes aigries du racisme. Nombre d'entre eux adoptent une attitude religieuse par aspiration pour une « spiritualité » que ne leur apporte pas la société.

On pourrait dire que l'islam juvénile s'inscrit dans un ensemble de revendications particularistes qui traversent l'espace publique français et qui trouvent d'autant plus de forces que la société n'a plus d'utopie à proposer.

L'islam néo-communautaire des banlieues a partie liée avec l'exclusion sociale et économique. On doit le traiter comme forme de religiosité, certes, mais aussi comme protestation contre le rejet, l'infériorisation de la racialisation des jeunes.

Autant dire que le foulard des jeunes musulmanes ou la religiosité des associations islamiques est le prémice d'une nouvelle forme d'affirmation de soi qui s'accroîtra d'une façon ou d'une autre dans l'avenir de paire avec les revendications particulières des autres groupes dans l'espace public.

L'ouverture graduée, et chaque fois négociée, de la société aux identités particularistes ne présente pas que des aspects négatifs. Cela peut tout aussi bien « aérer » la vie collective en ouvrant l'espace de créativité sociale et culturelle. Déjà, du niveau de l'islam juvénile, on voit poindre des formes d'identité qui remettent en cause la religiosité des musulmans traditionnels. Des jeunes, pratiquant un « islam culturel », un « islam musical », inventent des formes de convivialité qui basculent les pesanteurs du passé, autant chez les musulmans d'un certain âge que chez les français qui perçoivent toute affirmation de soi des groupes particularistes en termes de menace et de danger.

Le peu de contrôle qu'exercent les parents immigrés sur leurs enfants est l'une des raisons de la radicalisation de ces derniers. Les anciennes communautés se sont déstructurées, en effet, sous l'action cumulée de l'exclusion, de l'intégration sociale et économique d'une partie des jeunes dans la nation (nombre d'entre eux s'intègrent à titre individuel et quittent les banlieues, rejoignant ainsi les classes moyennes) et de la perte du sens des normes culturelles incarnées par les parents. La perte de la cohésion des communautés maghrébines rend leurs jeunes disponibles à d'autres formes

L'islam néo-communautaire se développe dans l'hexagone sur un arrière-plan où la pratique culturelle musulmane est faible chez la plupart des jeunes d'origine maghrébine. Il est ainsi des lieux de culte que seuls fréquentent 11% d'immigrés d'Algérie (contre 34% des Mandés d'Afrique noire). Quant à la pratique régulière, près de la moitié (48%) des immigrés d'Algérie affirment n'avoir pas de religion où, à tout le moins, ne pas la pratiquer ; ce taux baissant à 36% pour ceux du Maroc et à 31% pour ceux de Turquie. L'islam des jeunes se distingue nettement de celui de leurs parents. Les premiers adoptent l'islam à titre individuel, pour donner un sens à leur vie personnelle, ou bien, duel adhérent, à une forme néo-communautaire. Par là, il faut entendre l'aspiration à constituer une nouvelle collectivité dans la foi différente de celle des parents. Un islam, essentiellement non ethnique qui rejette les spécificités liées au pays d'origine des pères, l'islam néo-communautaire, à partie liée à la situation concrète des jeunes dans les cités et non pas aux sociétés musulmanes du Maghreb, cette fois, se partage avec de nouveaux groupes, formés sur la base d'une adhésion volontaire et non pas sur le fond traditionnel,

indépendamment de la volonté de l'individu. L'islam néo-communautaire est apolitique. L'islam ostentatoire est loin d'être du goût de tout le monde, pas seulement chez les non musulmans, mais aussi chez les musulmans et auprès d'une bonne partie de la jeunesse banlieusarde. Bref, des gens qui vivent aussi dans les cités et qui trouvent le credo islamiste des jeunes rigide et sectaire, trop replié sur leur identité pour s'ouvrir au monde. De nombreuses filles le rejettent, pour qui, l'islamisation de leurs quartiers aboutira, qu'elles ont acquises dans une France laïque.

2°)- L'islam au féminin :

La visibilité des femmes sur la scène publique est un phénomène nouveau dans l'islam. Depuis la révolution iranienne où la participation féminine était massive, explique Farahad : « *le féminisme islamiste des femmes et des filles non traditionalistes entrent en scène et disputent le monopole de la défense de l'islam aux hommes* ». Les femmes traditionnelles se cantonnaient dans les relations ménagères au sein du foyer et n'intervenaient pas à l'extérieure. Ce sont les jeunes filles scolarisées, souvent issues de milieux dans lesquels le foulard n'était pas porté par la mère, qui se réclament de cette « *identité islamique voilée* » en France. Ces filles âgées de plus de quinze ans qui revendiquent le port du foulard parlent un français de bon niveau, réussissent assez bien dans leurs études scolaires voire universitaires et cherchent non pas à rompre avec l'identité française, mais à l'assumer différemment, à s'intégrer sans se laisser assimiler. L'islam des femmes présente partout des différences notables avec celui des hommes. En effet, les femmes sont beaucoup plus stigmatisées que les hommes dans les communautés musulmanes. Elles sont souvent confinées dans l'espace de l'appartement pour protéger leur honneur, ne sortant que dans un but précis, ou contrairement des garçons qui s'approprient l'espace du dehors. Devant cette situation, deux types de réactions selon Farhad Khosrokhavar, sont possibles : - soit la radicalisation par l'adoption des normes de la société française, et la rupture quasi-définitive des liens avec la communauté, - soit l'adaptation d'une islamité qui les met en porte-à-faux avec la société française, mais leur permet de trouver une parade aux limitations vexatoires que leur imposent leurs parents tout en se dotant d'une identité donnant sens à leur vie.

Chacune de ces stratégies a ses avantages et ses inconvénients. Le premier choix, la rupture avec la famille, implique de trouver un travail à l'extérieur et de s'émanciper en reconstruisant sa vie selon le modèle français. Cette option, qui en pratique, a été à l'origine de la libération de nombreuses jeunes femmes d'origine maghrébine, rencontre des obstacles non négligeables qui ont tendance à se

dénie l'autonomie dans le monde extérieur et la soumet à l'autorité paternelle . Elle fait de son zèle islamique le moteur de la remise en cause de l'autorité parental (j'obéis a Dieu et non pas à non père, dit-elle) et l'instrument de sa prise en charge par elle-même dans l'espace public. « Je suis pure, donc je peux séjourner à l'extérieur et y travailler sans qu'on puisse me soupçonner de manquement à la pudeur » l'entend-on dire.

3°)- Le foulard :

Le moyen visible de cet islam féminin français est le foulard. En France, sa signification présente des différences notables avec ce qu'elle est dans les sociétés musulmanes, même si, par certains côtés, elle s'en rapproche, le foulard français se développe chez des jeunes filles qui sont scolarisées à l'école publique et vivent en France depuis leur enfance.

L'ISLAM ET LA VIOLENCE DES JEUNES

La violence est l'une des caractéristiques de notre société moderne. La violence est une pénible constante de l'histoire. Elle fait partie intégrante du monde qui est le notre. Vous le constatez partout et tous les jours. Dès l'école, les enfants échangent des injures (et en profèrent parfois contre les professeurs), comme les autres, vous avez dû subir ou entendre parler de menaces, de coups de racket d'argent ou de vêtements..., dans les moyens de transport, vous voyez que l'insécurité se vit au quotidien, pour les usagers comme pour le personnel. Que ce soit dans la rue ou chez soi, plus personne (notamment parmi les plus faibles femmes, enfants et personnes âgées), n'est à l'abri de vol ou de brutalités gratuite, quand ce n'est pas de viol ou séquestration. D'une façon générale, nous vivons avec la violence. Celle du pouvoir, du monde qui va trop vite, de certains mots et de certaines images, et de certains sons. Il y a des mouvements d'humeur violents, leurs conditions de vie rendent certains enfants violents. Du coup, il y a des parents violents, le racisme est autre forme de violence. La drogue et l'alcool sont des moyens violents de calmer l'humiliation. La peur engendre aussi la violence, l'injustice est une violence insupportable. Les armes amplifient la violence et derrière les armes, il y a la violence de l'argent qui est une des plus grandes drogues actuelles. Dans la majorité des sociétés, il y a les gens qui ont beaucoup immensément, et puis de plus en plus, d'autres souvent ! Cette attraction de l'argent est terrible au niveau des jeunes notamment.

Pourquoi ce climat de violence ? Plusieurs réponses les suivantes :

- **premièrement : Parce que l'homme est naturellement violent** ; Nous sommes violents naturellement. Le Coran met en scène des crimes et des actes violents. Il

nous parle d'un meurtre, celui de Hâbil (Abel) par son frère Qâbil (Caïn), comme si le récit Coranique nous annonçait qu'un des problèmes majeurs qu'il va traiter est celui de la violence humaine. Déjà avec (Caïn) et (Abel) le Coran nous donne une des clefs d'interprétation de la violence « l'envie et la jalousie ». La violence écrase l'homme, elle compromet « le vivre ensemble », voilà un constat que le Coran assume entièrement, celui-ci nous oblige à la regarder en face et nous illustre de l'homme pour l'homme. Mais le Coran ne s'arrête pas là, il nous montre comment surmonter la violence qui nous habite et la transformer. Cette violence que nous avons en nous n'est pas mauvaise du tout. Elle nous permet de nous affronter, de réagir, de nous défendre, d'avoir des rapports avec les autres. Dans une certaine mesure, pour vivre, il faut s'opposer aux autres. Mais il faut aussi apprendre à vivre avec eux. Maîtriser la violence ne consiste pas à la nier, mais à la réordonner. Si elle est bien orientée, alors elle peut se transformer en énergie pour lutte contre le mal et promouvoir le bien. Il est donc essentiel d'enseigner aux jeunes à maîtriser leur tendance naturelle à la violence et cet apprentissage est un acte éducatif essentiel. L'islam néo-communautaire est fondé sur des associations qui se substituent, pour l'apprentissage de l'islam et pour sa transmission à la famille et où les jeunes tentent de créer une nouvelle « *Umma* » à partir de leur situation concrète et non pas en conformité à l'univers mental de leurs parents. Ils constituent une identité néo-islamique autour des mosquées, des associations, de groupes de jeunes prosélytes qui vont à la rencontre des autres dans les cafés, les cages d'escalier, les hôpitaux, voir les prisons. Un nouvel acteur social est né, l'acteur islamiste, dont la présence se fait sentir dans une vie de quartier passablement difficile. d'accéder aux richesses moderne est l'un des facteurs de la révolte des banlieues, mais vous avez que la fauche, la triche, et la brutalité sévissent aussi chez les jeunes des beaux quartiers.

- Troisièmement : pare ce qu'on laisse souvent montrer la violence ; Regarder le modèle sociétal prédominant -et largement médiatisé- qui présente la violence comme moyen de régler les conflits. Dans la vie sociale et plus généralement, la violence est le langage des faibles, de ceux qui sont opprimés, exclus et n'ont pas d'autres voies pour se faire entendre. Mais plus souvent elle est le langage des forts, de ceux qui oppriment, qui veulent asseoir leur pouvoir maintenir leurs privilèges. Sur un autre plan, la télévision nous gave, entre autres, de coup de feu et de rodéos automobiles. Les jeux vidéo sont souvent des jeux de guerre (ou plutôt de massacre).

- Quatrièmement : pare ce que la violence est un langage ; C'est le langage des gens qui ne savent pas s'exprimer normalement, qui ne se sentent pas reconnus, qui sont déboussolés. C'est pour avoir l'air d'exister, qu'ils gueulent ou agressent. La

violence de beaucoup de jeunes d'aujourd'hui traduit leurs frustrations, notamment celle d'avoir été souvent mal aimés, et d'avoir été nourris et non élèves par des parents dépassés par leur responsabilité. Ils sont souvent été cassés très tôt, dans le cas de foyers recomposés s'y sont vite sentis de trop. Certains jeunes de migrants se forgent une identité à traverses leurs actes de violence et expriment leur désarroi devant un avenir incertain.

1°)-Comment lutter contre cette violence ?

Vous avez compris que les causes de la violence sont multiples. Vous en déduirez avec nous qu'il faut chercher à agir sur plusieurs fronts. Il convient, en premier lieu de secourir les victimes, de les soustraire à la maltraitance, de les protégés, de dénoncer la violence dont elles souffrent le rappel de la loi est ici essentiel, qui dit aux auteurs de violence : « vous n'avez pas le droit ». Il faut aussi expliquer ce qui est la violence et pour qui elle se déchaîne, responsabilisés les citoyens en leur montrent que nous sommes tous concernés par ce problème, tenter de canaliser la violence des jeunes : les aider à transformer leur agressivité, savoir dire non, savoir puni, manier à la fois la carotte et le bâton. C'est-à-dire prévenir et dissuader les actes de violence, oser les réprimer, même ceux qui paraissent bénins, mais simultanément et par-dessus tout, porter l'effort sur l'éducation. C'est la condition première de la prévention. Je suis d'accord (dit l'auteur) avec ceux qui pensent que désarmer la violence qui habite notre société passe out d'abord par un renforcement systématique des actions à portée éducative, éducation à la citoyenneté, éducation aux valeurs universelles, lutter contre la peur de l'autre et renforcement des rencontres d'échanges et de communication. Car on la sait, l'être humain ne peut e développer que grâce et en rapport à autrui. Privé d'échange affectifs et sociaux il ne peut accéder à sa pleine humanité, ni même jeter les bases de sa propre identité. Ces échanges, ne constituent pas seulement une nécessité du développement de la personne, ils sont en même temps indispensables du « vivre ensemble » et à l'élaboration d'un avenir meilleur pour tous. La violence doit être combattue à sa source, la paix ne peut naître que du cœur de l'homme.

Un autre article de Miloud Ismaili intitulé « la violence des jeunes révèle d'abord leur souffrance ». « Ces dernières années, on n'a jamais autant parlé de la jeunesse, les différents faits d'actualité (souvent dramatiques) ont placé les jeunes sous les feux des projecteurs. Tout et n'importe quoi à été dit à leur sujet. Une chose est sûr : la violence des jeunes – et les mineurs en particulier – a en encore gagné du terrain. De récentes statistiques confirment l'augmentation globale de violence des 10-18 ans déjà en forte hausse ces dernières années. Sur le premier semestre 2000, les interpellations pour vols avec violence, agression physique et violence sexuelles sont en hausse. Le phénomène est particulièrement sensible en Ile- de France. Le numéro vert « jeunes violents écoutes » mis en place par le conseil régional d'Ile de

France, a reçu en moins de six mois de fonctionnement 124 000 appels, dont 24 800 cas de violence canalisée. Le succès de ce numéro témoigne de l'augmentation des vols, des renforcer pour des raisons structurelles. L'emploi, qui apportait l'indépendance financière autorisant à son tour l'autonomie vis-à-vis de la famille, n'est plus aussi facile à trouver. Le travail se fait rare et l'autonomie des jeunes gens en souffre, surtout celle des filles maghrébines. La famille, le voisinage, les parents sont les seuls appuis dont elle dispose pour vivre au jour le jour. Reste une autre stratégie : non pas la rupture avec les idéaux islamiques, mais la surenchère et dénonce au nom même de l'islam la religion orthodoxe traditionnelle qui la refoule dans le foyer, lui

l'absence parentale, l'individualisme, la lutte de tous contre tous, l'adoration de l'argent et des stars et l'acceptation de l'immoral contribuent au démontage de la conscience des jeunes et à la manipulation de leurs esprits. Pour échapper à ce système de compétence généralisé et à ces banlieues qui générant un sentiment d'abandon et de mépris social, les jeunes s'enivrent et fument de plus en plus tôt. Une récente enquête menée par l'INSERM confirme la progression des poly consommations ; Tabac alcool et cannabis. A 18 ans, 28% des garçons et 15% des filles utilisent de façon répétée aux moins deux produits psychoactif. La combinaison la plus fréquente est celle des cannabis et du tabac, 15% des garçons de 18 ans es associent de façon régulière (libération 3 /3/2001). La jeunesse roule très vite, se passionne pour les rodéos de voitures, ils cherchent à se faire peur, les conduites à risques sont une manière de jouer son existence contre la mort pour donner sens et valeurs à sa vie. A défaut de trouver en soit la joie de vivre, il s'agit de se jouer de la mort comme on mise une dernière carte. Ces conduites dangereuses sont aussi des manières ambivalentes pour témoigner de leur souffrance et lancer un appel aux plus proches. Les cris douloureux ne se trouvent pas écho. L'adulte a perdu le sens de l'écoute et des pratiques s'efforcent devant la montée la violence et de délinquance. Faute de pouvoir changer la société il faut changer le jeune. Transformer son être basculer ses idées, déranger ses habitudes, créer une véritable révolution intérieure comme nous y invite le Coran : « *En vérité, Dieu ne modifié point l'état d'un peuple tant que les individus qui le composent ne modifient pas ce qui est en eux-mêmes.* » (Coran, sourate, le Tonnerre, verset, 11).

Aider le jeune, c'est d'abord, écouter sa souffrance, l'accompagner, le soutenir, l'orienter, et le conseiller. La santé d'une nation se mesure la santé de sa jeunesse. Et pour l'islam, les jeunes sont l'espoir et la fleur de la Oumma. Le prophète (sur lui la paix) a aimé les jeunes qui étés tôt contribuent à l'essor de la religion et de la société dans la quelle ils vivent. Il a dit « *je vous conseille de prendre soins des jeunes, leurs cœurs sont tendres (qui acceptent facilement le message). Dieu m'a*

envoyer avec la religion de la vérité : les jeune m'ont soutenu, les vieux m'ont contredit.»

C'est par le travail collectif et organisé des parents, des éducateurs, des spécialistes, des politiques et des institutions éducatives que l'on pourra aider les jeunes se sentir mieux, à mieux vivre et ne pas tomber dans le cercle infernal de la violence.

- Les incidents : dans les établissements du seconde degré 225 000 incidents ont été répertoriés en moyenne chaque trimestre pendant l'année scolaire 1999-2000.

- Les faits graves : Parmi les 225 000 incidents, 2,8% correspondant à des faits graves signalés aux procureur, dont 900 agressions sur des personnes et 1 600 atteintes aux biens.

- Neufs catégories : Les « *violences verbales* » représentent 38% des faits graves, suivies par des « dégradations » 24,8%, les « atteintes physiques aux personnes » 13,8% et des « vols ou tentatives et recel » 12,6%, les « intrusions » dans les établissements 4%, la « consommation de drogues et le trafic » 3,3%, le « port d'armes blanche, de bondes la criminogènes » 2%, les « suicides et tentatives » 1,4% et les « port d'armes à feu » 0,1%. Entre 1998-1999, et 1999-2000, les dégradations, les vols, la consommation et le trafic de drogue, et le port d'armes blanches auraient augmenté, les autres violences diminuées. (Sources le monde du 05 /03/2001)

Que dit la loi ? Avant 13 ans les auteurs d'actes ou de conduites violentes peuvent passer devant le juge et être sanctionnés. Le plus souvent le juge décide de leur faire « réparer leur faute ». A partir de 13 ans un jeune peut-être mis en prison. Entre 13 et 18 ans le texte de loi prévoit « l'excuse de minorité » : les peines prévues pour les adultes peuvent être divisées par deux, quand il s'agit de délit ordinaire commis par des mineurs, un racketteur majeur peut-être condamné jusqu'au 7ans de prison et de 106 715 euros d'amende.

55390 mineurs ont été jugés en 1999 par les tribunaux pour enfants et les juges des enfants. En d'accéder aux richesses moderne est l'un des facteurs de la révolte des banlieues, mais vous avez que la fauche, la triche, et la brutalité sévissent aussi chez es jeunes des beaux quartiers.

- **Troisièmement : pare ce qu'on laisse souvent montrer la violence** ; Regarder le modèle sociétal prédominant -et largement médiatisé- qui présente la violence comme moyen de règle les conflits. Dans la vie sociale et plus généralement, la violence est le langage des faibles, de ceux qui sont opprimés, exclus et n'ont pas d'autres voies pour se faire entendre. Mais plus souvent elle est le

L'islam religion de la paix ce qui a déclaré Cheikh Mohmmmed Al Ghazali (parmi les grands penseurs de l'Islam contemporain) dans : S'il y a une religion qui requiert la violence pour imposer ses préceptes aux gens ce ne sera sûrement pas l'islam. Et

s'il y a un dogme qui profite de sa suprématie matérielle ou sa puissance militaire pour dicter ses principes et les propager dans le monde, ce ne sera sans doute pas l'islam. Car l'islam est une religion fondée sur la raison et la « *fitra* » (nature originelle de l'homme) et le cœur humain y est naturellement prédisposé. Il arrive sans doute que les idées ou les dogmes que la raison récuse ou que le bon sens et la « *fitra* » rejettent, aient besoin de tel ou tel moyen coercitif pour se propager. Mais l'islam n'a nullement besoin d'user de violence. L'islam a besoin de gens qui l'écoutent, de gens qui le comprennent et de gens purs, sans arrières pensées ni passions qui aveuglent leur conscience et leurs cœurs. Si ces conditions sont réunies, l'islam n'aura plus besoin de violence. Nous rappelons 'ailleurs que tous ces messages divins qui ont été révélés sur terre n'avaient jamais reconnu la violence pour faire régner la servitude et l'unicité de Dieu dans cet univers. Nous réitérons donc que l'islam a besoin de gens qui comprennent bien ce qu'ils disent et qui sachent le présenter de la manière la plus judiciaire et la plus douce. Il a aussi besoin de gens aux cœurs purs et saints ainsi que d'une ambiance dépourvue de tyrans et d'injustes qui viennent s'interposer à la voix de la vérité.

2°)-Comment l'islam régule la violence ?

La réponse de Yahya Michot dans un extrait de son dernier ouvrage « *Nous avons créé l'homme avec la meilleure constitution, puis l'avons ravalé au plus bas des plus bas* » (Coran, sourate, al-tîn 95/5). En tout que *shari'a*, end'autres termes en tant non seulement que Loi mais que voie ou *way of life* ou encore « art de vivre » l'islam se devait donc de réguler la violence plutôt que de la taire ou de l'ignorer et, partout et lui laisser le champ libre, qu'il s'agit du combat à mener contre elle ou, en cas de nécessité, de son exercice par la communauté de croyants. Dans le système de vie religieuse qu'ils élaborèrent à la lumière de la révélation coranique et en s'inspirant de l'expérience emblématique du Prophète (la paix sur lui) et de ses compagnons, les premières générations de juristes musulmans consacrèrent donc une bonne part de leur énergie à la réglementation de toutes les formes d'exercice de la violence. En matière de sacrifice bien connu de tout Musulman est la recommandation de limiter au minimum la souffrance de la bête en lui tranchant la gorge d'un seul coup, avec un couteau des plus aiguisés.

LES REFERENCES

PERRINEAU Pascal « L'engagement politique », (PFNSP) Presse de la fondation nationale de sciences politiques 1985, p.363.

Ibid, p. 363. agressions, et des abus sexuels chez les jeunes. La violence des jeunes révèle d'abord leur souffrance. Derrière chaque voiture qui brûle, il y a une voix qu'on

entend à peine. La défaillance des institutions est patente, la société de consommation, la débâcle morale, les carences éducatives, GETSSER Vincent « Ethnicité Républicaine » les Elites d'origine maghrébine dans le système français, Paris, Presses de sciences-Po, 1997.

aMUXEL (Anne).-« *Les attitudes sociopolitiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne* ».- Edition, *Revue française de sciences politique* (P.R.F.S.P.), vol 38 n° 05, 1988.- p.925-940.

«Les attitudes socio-politiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne » op. cit., P.925 -926.

Ibid. p. 927.

Encyclopédie Universalisa, corpus, p. 235.

- MAYER (Nonna.) et PERENEUX (Pascal).- *Les comportements politiques*.- collection cursus, Edition, Armand Colin 1992.- p.160.
- MICHOT (Yahya).- *Musulman en Europe*.- préf. (Tariq Ramadan), Editions, JSF, mai 2002.- p.
- MUXEL (Anne). - *Les jeunes et la politique*.- question de politique, Edition, Hachette, 1996.- p.134.
- PERRINEAU (Pascal).- *L'engagement politique déclin ou mutation ?*- Edition, (P.F.N.S.P.) 1994.-p.444.
- WIHTOL DE WEDEN (Catherine.) et LEVEAU (Rémy).- « *La bourgeoisie, Les âges de la vie associative issus de l'immigration* ».-Edition, CNRS Editions, Paris, 2001.-p.188.
- WIHTOL DE WEDEN Catherine.- *Les immigrés et la politique*.- Edition, La documentation Française, 1997.- p. 370.

JAZOULI Adil « Les années banlieues », Paris, Edition, CEIMI/L'Harmattan,

Ibid. p. 236.

Ibid. p. 236.

Mann Patrick «L'action collective », Edition, Armand Colin, 1985,p, 198.

MANN Patrick« L'action collective » op.cit., p.198.

PERRINEAU Pascal « L'engagement politique », (PFNSP) Presse de la fondation nationale de sciences politiques 1985, p.363.

Ibid, p. 363.

JAZOULI Adil « Les années banlieues », Paris, Edition, CEIMI/L'Harmattan,

Ibid, p.51.

Ibid, p.52.

Ibid, p.55.

«L'engagement politique » op. cit., p.373.

WIHTOL DE WE DEN Catherine LEVEAU Rémy Leveau « La bourgeoisie » 2001
CNRS Edition p 35.

Edition, La documentation Française, 1997.- p. 327

« La bourgeoisie » op. cit., p. 36.

Ibid. p. 37.

Ibid. p. 38.

«L'engagement politique » op. cit., p. 365.

«L'action collective des jeunes Maghrébins de France », op.cit., p, 116.

« L'engagement politique » op.cit., p. 359.

LEVEAU Rémy et WIHTOL DE WE DEN Catherine « Evolution des attitudes
politiques des immigrés maghrébins » Vingtième Siècle, Revue d'histoire, n° 7, juillet-
septembre 1985, p.78.

Ibid., p. 81.

« Combattre la violence à sa source » op. cit., p. 28.

MICHOT Yahya « Musulman en Europe » préface de Tariq Ramadan, Editions, JSF,
mai 2002

«Les attitudes socio-politiques des jeunes français issus de l'immigration maghrébine
en région parisienne » op. cit., p. 927.

Nouvel Obs 21/27fevrier 2002 P.15 N° 1946 articles de jossette ALIA

KHOSROKHAVAR Farhad « l'islam des jeunes », avril 1997, Edition, Flammarion, p.
9.

Ibid., p. 11.

- AFFES (Habib.).- *Combattre la violence à sa source.- Revue sur
l'islam et les jeunes, Colombus n°1, mai, juin, juillet, Edition,
IQRA, 2002.- p. 18.*
- ALIA (Josette).art. *Nouvel Observateur* du 21/ 27 février 2002.- P.15. n° 1946,
- DAZI (Fatiha.) et LEVEAU (Rémy.).-*L'intégration par le politique, le vote des
beurs.- Edition : Études, Tome, 369, Paris, septembre 1988.- p.179-188*
- LECA (J.), GRAWITZ (N.), *Traité de sciences politiques*, Paris,
Edition, PUF, 1985.- tome1, p. 241-282
- Encyclopédie Universalise, corpus, p. 235.
- GUESSER (Vincent.).-« *Les élites issues de l'immigration
maghrébine. L'illusion de médiation Politique* ».- *Horizons-*
- KELFAOUI (Sharazad.).-« *Un vote maghrébin en France* ».- *Revue
Hérodote* n°50, 1988.- p.130.
- LAVAU (Janine.).- « *Les femmes se recentrent* ».-*Le Monde*, 15 août 1984.

- LEVEAU (Rémy.) et WIHTOL DE WEDEN (Catherine).- *Evolution des attitudes politiques des immigrés maghrébins.- Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 7, juillet- septembre 1985, p.78.
- LEVEAU (Rémy.) et de WIHTOL DE WEDEN (Catherine.). art. Les Etudes de CERI.-« *Mode d'insertion des populations de culture islamique dans le Système politique français* ». - Convention Mire, n° 247, 1987.
- MUXEL (Anne).-« *Les attitudes sociopolitiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne* ». - Edition, *Revue française de sciences politique* (P.R.F.S.P.), vol 38 n° 05, 1988.- p.925-940.
- PERCHERON (Annick).-« *Peut-on encore parler d'héritage politique en 1989 ? Idéologies, partis politiques et groupes sociaux* ».- Etudes réunies par Yves MENY pour Georges LAVAU, Paris, Edition, (P.F.N.S.P.), 1989. p.71-88.
- Le Monde » du 26 novembre 1997.art.
- Ibid., p. 23.
- Ibid., p. 26.
- Ibid., P. 26.

AFFES Habib « Combattre la violence à sa source » *Colombus* n°1, mai, juin, juillet, 2002, P. 18.

Sources « Le Monde » du 05 mars 2001.

« Combattre la violence à sa source » op. cit., p. 28.

MICHOT Yahya « Musulman en Europe » préface de Tariq Ramadan, Editions, JSF, mai 2002

BIBLIOGRAPHIE

- BRECHON (Pierre.) et DENNIS (B.).-Attitudes religieuses et politiques des Catholiquespratiquants.- enquête par questionnaire Série des analyses et commentaires, 2 décembre, 1982- p.
- GEISSER (Vincent).- *Ethnicité Républicaine, les élites d'origine maghrébine dans le système politique Français*.- Edition, P.F.N.S.P. 1997.- p.261.
- JAZOULI(Adil).-*L'action collective des jeunes maghrébins de France*.-Edition, CIEM L'Harmattan, Paris, 1986.- p. 215.- *Les années banlieues*.-Edition, Seuil, 1992.- p.291.
- KHOSROKHAVAR (Farhad).- *L'islam de jeunes*.- Edition, Flammarion, 1997.- p.323.
- LEBON (Frederick.) et MICHELAT (Guy).-*Attitudes et comportement politique à Boulogne Billancourt*.-Edition, Armand Colin, 1970.- p.140.
- MANN (Patrick).- *L'action collective*. - Edition, Armand Colin, 1985.- p.198.